

# **LOCAL FOOD SYSTEMS AND PUBLIC POLICY: A REVIEW OF THE LITERATURE**

Chantal Blouin, Centre for Trade Policy and Law  
Jean-Frédéric Lemay, Équiterre  
Kausar Ashraf, Centre for Trade Policy and Law  
Jane Imai, Centre for Trade Policy and Law  
Lazar Konforti, Équiterre



Équiterre &  
The Centre for Trade Policy and Law, Carleton University

September 2009

## **Executive Summary**

This paper reviews the state of knowledge about local food systems (LFS). We identify LFS as an effective mean to achieve food sovereignty, defined as the right of people to local food production, healthy and ecological, realized in equitable conditions that respect the right of every partner to decent working conditions and incomes.

To achieve this vision of food sovereignty, LFS have to go beyond the distance travelled by food products before they reach the final consumers (food miles) and integrate social, economic and environmental benefits. The main types of LFS which meet these criteria are farmers' markets, community supported agriculture (CSA), box schemes, institutional local procurement initiatives, and farm shops. While most of the literature on LFS focuses on the expected economic, environmental and social impacts of these alternatives, relatively few examined the actual impacts. Nevertheless, the existing evidence highlight the positive effects of such initiatives: better incomes for producers, lower carbon footprint (depending on method of production), and promotion of healthier diets (through better access to fresh fruits and vegetables as well as nutrition education associated with these initiatives).

Farmers' markets, CSA and other initiatives are becoming increasingly present in industrial countries in recent years, but they still only represent a very small part of the food market. Our review of the literature examined which public policies have been identified as effective means to support the emergence, consolidation and further development of LFS. We have come up with a large inventory of such policies proposed in the literature, although few have been tested systematically. We found that the problems related to financing, to the market power of large firms in food values chains, and to the lack of knowledge—both from the producers and consumers side—were often raised as obstacles to the scaling-up of LFS.

We have also reviewed the agricultural policies adopted by federal and provincial authorities in Canada to assess whether they are supportive of LFS. We found that even though there is no national policy to promote LFS, provincial governments have been active with various programs in this area. There is much variations from one provinces to another, but the existing programs tend to cluster on the demand side, focusing on consumer education and marketing projects, even running some themselves (the origin labelling and promotion programs). To a lesser extent, we saw some program to support organic farming (transition programs) but very few focusing on processing and distribution.

Given the gap which exists in understanding the impact of existing public policy initiatives, our next step will be to conduct field work in the provinces of Québec and Ontario. Our analysis will move us towards the overall objective in our research program, which is to provide knowledge for policy action on food sovereignty.

## Résumé

Ce document de recherche fait le point sur l'état de la connaissance concernant les systèmes alimentaires locaux au Canada. Nous avons identifié ces systèmes comme étant un moyen de cheminer vers la souveraineté alimentaire qui est définie comme le droit des peuples à une production locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions équitables et qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et des revenus décents.

Afin de s'ancrer réellement dans la perspective de la souveraineté alimentaire, les systèmes d'alimentation locaux doivent aller au-delà de la distance parcourue par les produits avant d'atteindre le consommateur (food miles) et intégrer des objectifs sociaux, environnementaux et économiques. Les catégories principales de systèmes alimentaires locaux qui respectent ces critères sont les marchés fermiers, l'agriculture soutenue par la communauté, la livraison de boîtes de produits frais (box scheme), les politiques institutionnelles d'achat local et les boutiques fermières.

La majorité des textes sur les systèmes d'alimentation locaux insistent sur les bénéfices économiques, environnementaux et sociaux espérés, les impacts documentés demeurant limités. Cependant, les études empiriques révèlent des effets positifs provoqués par ces initiatives: de meilleurs revenus pour les producteurs, une empreinte de carbone réduite (dépendamment des méthodes de production) et la promotion d'une alimentation plus saine par un meilleur accès aux produits frais et à de l'éducation sur l'alimentation.

Les marchés fermiers, l'agriculture soutenue par la communauté et d'autres initiatives similaires gagnent en importance dans les pays industrialisés depuis quelques années, mais elles représentent toujours une part très limitée du marché alimentaire. Nous soulevons d'abord les obstacles qui limitent le développement de ces systèmes: les difficultés de financement, le pouvoir détenu par les corporations agro-alimentaires et le déficit de connaissance de la part des producteurs comme des consommateurs. Notre revue de littérature examine alors quelles politiques publiques ont été identifiées comme des moyens efficaces de support à l'émergence, la consolidation et le développement des systèmes alimentaires locaux. Nous avons identifié un large éventail de politiques qui sont proposées dans la littérature malgré que peu d'entre elles aient été évaluées systématiquement.

Nous avons identifié les politiques agricoles pertinentes des gouvernements fédéral et provincial afin de vérifier si elles supportent les systèmes alimentaires locaux. Bien qu'il n'existe pas de politique nationale faisant explicitement la promotion des systèmes alimentaires locaux, les gouvernements provinciaux ont été très actifs avec divers programmes dans ce secteur. Malgré que les situations varient entre les provinces mais, de manière générale, les programmes tendent à se concentrer sur la demande, c'est-à-dire l'éducation des consommateurs et les projets de marketing qu'ils gèrent parfois eux même

(labels d'origine et programmes de promotion, par exemple). Finalement, des programmes appuyant la production biologique (transition) sont en vigueur, mais peu d'entre eux traitaient de distribution ou de transformation.

Nous considérons donc qu'il existe des lacunes concernant la connaissance des impacts des politiques publiques sur les systèmes alimentaires locaux. Ceci nous amènera, dans une prochaine étape, à entreprendre de la recherche terrain au Québec et en Ontario. Cette nouvelle étape nous permettra de travailler à l'atteinte de l'objectif principal de notre programme de recherche, c'est-à-dire de participer à la construction d'une base de connaissance alimentant l'action politique pour la souveraineté alimentaire.